



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 04/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DASSAULT Aviation SA**

54 avenue Marcel Dassault  
B.P. n 24  
33702  
33700 Mérignac

Références : 26-142  
Code AIOT : 0005201010

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement DASSAULT Aviation SA implanté B.P. N° 24 54 Avenue Marcel Dassault 33689 Mérignac. L'inspection a été annoncée le 19/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DASSAULT Aviation SA
- B.P. N° 24 54 Avenue Marcel Dassault 33689 Mérignac
- Code AIOT : 0005201010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DASSAULT AVIATION exploite à Mérignac un établissement de fabrication et de montage jusqu'à leur mise en vol d'avions civils et militaires.

La société fait partie du Groupe Industriel Marcel Dassault. Elle emploie sur site environ 3000 salariés et accueille quotidiennement environ 1000 sous-traitants.

Les activités exercées sur le site sont les suivantes :

- ateliers d'essai moteurs ;
- ateliers de réparations, entretien d'engins à moteurs ;
- application de peinture ;
- installations de combustion (chaudières) ;
- stockage de liquides inflammables (gasoil, fioul domestique et kérosène).

Administrativement, le site est autorisé par arrêté préfectoral du 17 janvier 2003 et réglementé par les arrêtés du 21 septembre 2018 (bâtiment M et parking silos), du 4 juillet 2019, du 25 juillet 2022 et du 12 janvier 2026.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	90 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks de produits chimiques est consultable en temps réel via l'outil de gestion dédié.

L'inspection a procédé, par sondage, à l'examen des fiches de données de sécurité (FDS) de deux produits. Ces produits disposaient de leur FDS à jour ainsi que de fiches simplifiées mises à disposition des utilisateurs. Ils étaient stockés sur des dispositifs de rétention adaptés et les équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires à leur manipulation étaient disponibles.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des produits présents sur le site est centralisé dans la base de données QUICK FDS, laquelle est alimentée par les fournisseurs. Les utilisateurs disposent ainsi d'un accès aux FDS des produits utilisés sur le site.</p> <p>Pour les produits récurrents, notamment ceux classés CMR, l'exploitant a élaboré des fiches de données de sécurité simplifiées. Celles-ci sont mises à disposition au niveau de l'atelier ingrédients ainsi qu'à proximité des zones de stockage temporaire.</p> <p>Ces fiches simplifiées sont également accessibles via l'intranet de l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
<b>Constats :</b>  L'inspection a procédé, par sondage, à l'examen des fiches de données de sécurité (FDS) de deux produits : ARDROX AV30 et PS0892 CM2-F.  Les FDS correspondantes sont disponibles dans la base de données QUICK FDS. Elles sont rédigées en français et ont été mises à jour respectivement en 2024 et en 2022.  Ces FDS ont fait l'objet d'une déclinaison en fiches simplifiées, mises à disposition des utilisateurs sur le terrain.  Chaque agent dispose de ses propres équipements de protection individuelle (EPI). Des EPI sont également disponibles à proximité des zones de stockage et d'utilisation si nécessaire. Par ailleurs, les consignes en cas d'accident mentionnées dans les FDS, notamment le lavage immédiat et abondant à l'eau, peuvent être mises en œuvre rapidement par les intervenants grâce à la présence d'un robinet et d'une douche dans l'atelier ingrédients ainsi que dans les zones d'utilisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est</li></ul>

inférieure à 800 litres.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits en attente d'utilisation sont entreposés dans l'atelier ingrédients. Celui-ci comporte une zone de stockage couverte dédiée aux produits non dangereux.</p> <p>Les produits dangereux sont, quant à eux, stockés dans des alvéoles fermées à clé. Leur stockage est organisé en fonction de leurs caractéristiques (par exemple, produits inflammables). Les consignes de stockage, précisant la typologie des produits autorisés, sont affichées sur la porte de chaque alvéole.</p> <p>Le sol des alvéoles assure la fonction de rétention. Il est propre, correctement entretenu et ne présente aucune fissure. Les produits sont stockés sur des racks fixés au sol.</p> <p>Dans les zones d'utilisation (ateliers), les produits sont stockés dans des armoires jaunes dédiées, équipées de dispositifs de rétention. Les portes de ces armoires affichent les consignes de sécurité, les équipements de protection individuelle (EPI) à utiliser selon les produits, la grille des incompatibilités ainsi que le volume maximal de stockage autorisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits stockés dans l'atelier ingrédients sont répartis dans des alvéoles selon leurs caractéristiques (par exemple : produits inflammables, corrosifs, etc.). En cas de double classement, l'exploitant a mis en place une hiérarchisation fondée sur la dangerosité afin de déterminer l'alvéole de stockage appropriée (par exemple, le caractère inflammable peut primer sur le caractère corrosif).</p> <p>Les deux produits examinés lors de l'inspection étaient ainsi entreposés dans l'alvéole dédiée aux produits inflammables. L'inspection n'a pas relevé la présence de produits manifestement incompatibles au sein d'une même alvéole le jour de l'inspection.</p> <p>Toutefois, il a été constaté, dans l'alvéole dédiée aux produits corrosifs, la présence sur un rack de faibles quantités de produits acides stockés à proximité de faibles quantités d'autres produits corrosifs basiques disposés sur un rack adjacent. Or, des produits chimiques présentant des pictogrammes de danger identiques ne sont pas nécessairement compatibles entre eux. Pour certains produits, la réaction entre une solution acide et une solution basique constitue une transformation chimique susceptible d'être dangereuse, notamment en raison d'une réaction exothermique et/ou d'un dégagement gazeux.</p>

<p>Dans les zones d'utilisation (ateliers), les produits sont rangés dans des armoires jaunes dédiées. Les consignes de sécurité et les grilles d'incompatibilité y sont également affichées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'organise de manière à prévenir toute mise en contact accidentel entre des solutions corrosives acides et des solutions corrosives basiques, notamment en cas d'incident de type chute, fuite ou renversement.</p> <p>D'une manière générale, l'exploitant vérifie l'adéquation de son organisation de stockage (hiérarchisation) au regard des incompatibilités potentielles entre produits de mentions de danger identiques et la fait évoluer si nécessaire. Les consignes affichées sur les portes des alvéoles sont, le cas échéant, mises à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 90 jours</p>

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks des produits disponibles sur le site, consultable via le logiciel SAP, qui permet un suivi en temps réel des différents produits utilisés.</p> <p>En cas de besoin, les agents disposant d'un compte SAP peuvent se connecter au système et demander l'approvisionnement en produits. Les sorties de produits s'effectuent sur demande, via un ordre de transfert généré dans le logiciel, garantissant ainsi une traçabilité complète.</p> <p>Les volumes indiqués dans SAP pour les deux produits examinés (ARDROX AV30 et PS0892 CM2-F) sont cohérents avec le stock effectivement présent dans l'alvéole de stockage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>